

les migrations internationales

Problèmes de mesure, évolutions récentes et efficacité des politiques

Séminaire de Calabre (8-10 septembre 1986)



NUMERO 3

ASSOCIATION INTERNATIONALE DES DÉMOGRAPHES DE LANGUE FRANÇAISE

AIDELF

L'EFFET DES POLITIQUES MIGRATOIRES SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL DANS QUELQUES PAYS EUROPÉENS

J.-F. HOLLIFIELD
(Brandeis University, Etats-Unis d'Amérique)

Cette étude consacrée aux «problèmes» d'immigration et d'emploi de main-d'œuvre étrangère a deux buts : je voudrais d'abord expliquer les raisons politiques et économiques pour lesquelles les gouvernements de certains pays occidentaux ont essayé d'utiliser la main-d'œuvre étrangère pour restructurer leur marché du travail; je chercherai ensuite à mieux définir le rapport entre politique et marché dans les démocraties industrielles (1). L'analyse est divisée en trois parties : premièrement, j'évoquerai l'histoire et l'importance de l'immigration dans les principaux pays de l'Europe Occidentale importateurs de main-d'œuvre; deuxièmement, je proposerai quelques modèles d'équilibre général pour arriver à une explication de l'effet de l'immigration sur le marché du travail dans ces pays. Ces modèles me permettront aussi d'examiner le rapport entre la réglementation politique et l'opération d'un marché (dans ce cas, c'est le marché du travail qui nous intéresse); troisièmement, j'essaierai de tirer quelques conclusions de cette analyse sur les possibilités pour un pays industriel d'utiliser la main-d'œuvre étrangère pour résoudre les problèmes d'emploi, qu'ils soient des problèmes de pénurie de main-d'œuvre ou des problèmes de chômage. Il n'y a pas de véritable analyse statistique dans cette étude. Les données seront présentées de manière à illustrer l'argument théorique.

LA MAIN-D'ŒUVRE ÉTRANGÈRE ET LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE : UN APERÇU HISTORIQUE

L'importance de la main-d'œuvre étrangère dans la croissance économique de l'Europe Occidentale dans l'après guerre est bien documentée. Charles Kindleberger a été parmi les premiers économistes à reconnaître le rôle que l'immigration a joué dans la reconstruction économique de l'Europe Occidentale. Selon Kindleberger, la principale contribution de la main-d'œuvre étrangère à l'effort de reconstruction a été d'aider certains pays à surmonter les pénuries de main-d'œuvre nationale. Le processus d'accumulation n'a pas été interrompu grâce à la main-d'œuvre étrangère qui a permis aux entreprises d'éviter les problèmes de l'inélasticité de l'offre du travail nationale. Ainsi, les salaires sont restés assez bas, tandis que les investissements et les bénéfices ont pu continuer à s'accroître (2). Cet argument sur le rôle du travail dans le processus d'accumulation du capital est

(1) Ici on fait référence aux pays de l'OCDE.

(2) KINDLEBERGER, Charles P., «Europe's Postwar Growth, The Role of Labor Supply», Cambridge, Massachusetts, Harvard University Press, 1967. Voir aussi REIFFERS, Jean-Louis, «Le rôle de l'immigration des travailleurs dans la croissance de la République Fédérale d'Allemagne de 1958 à 1968», Genève, Bureau International du Travail, mars 1970.

assez proche de l'argument marxiste sur l'importance d'une armée de réserve industrielle dans une économie capitaliste (3). Suivant les modèles de Kindleberger, les interprètes des théories du dualisme du marché du travail sont allés jusqu'à dire que la main-d'œuvre étrangère introduisait un élément de flexibilité dans le marché du travail, et que cette flexibilité est nécessaire pour le fonctionnement d'une société industrielle. Michael PIORE fait l'hypothèse que les étrangers seront embauchés ou renvoyés suivant la conjoncture (4).

Tableau 1
IMMIGRATION ET EMPLOI DE LA MAIN-D'ŒUVRE ÉTRANGÈRE
EN FRANCE, 1946-1980*

Année	Population étrangère (a)	% de la population totale	Effectifs des salariés étrangers (b)	% de la main-d'œuvre totale	Taux d'emploi des étrangers (%)
1946	1 743,6	4,4	1 046,4	5,1	60
1954	1 766,1	4,1	949,5	5,0	54
1962	2 169,7	4,7	1 092,7	5,7	50
1967	2 607	5,3	955,5	4,6	31
1968	2 950	5,9	988,6	5,0	34
1969	3 122	6,2	1 048,7	5,2	34
1970	3 338	6,5	1 144,0	5,6	34
1971	3 608	7,0	1 218,0	5,9	34
1972	3 700	7,1	1 314,0	6,3	36
1973	3 775	7,2	1 405,4	6,7	37
1974	4 128	7,8	1 398,8	6,3	34
1975	4 196	7,9	1 341,6	6,4	32
1976	4 205	7,9	1 268,9	6,0	30
1977	4 236	8,0	1 260,8	6,0	30
1978	4 170	7,8	1 248,6	5,8	30
1979	4 124,3	7,7	1 232,8	5,8	30
1980	4 147,9	7,7	—	—	—

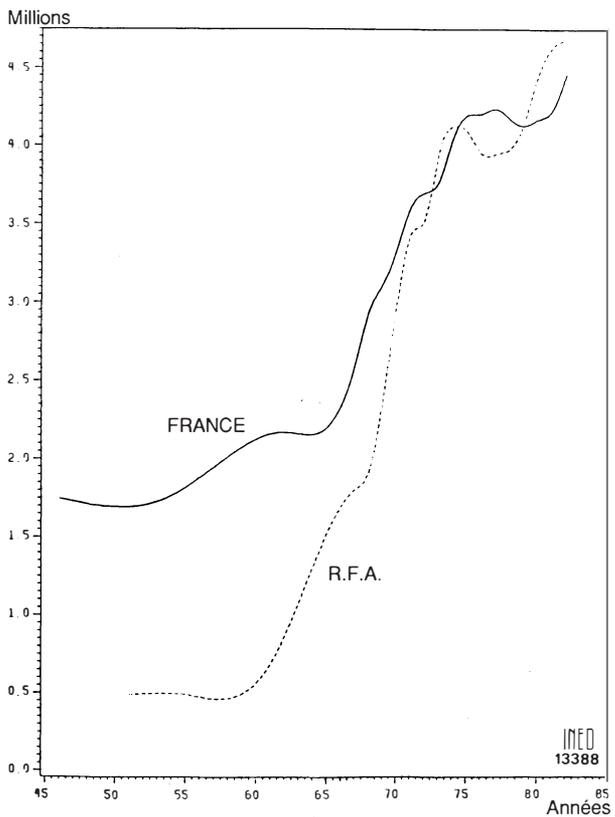
(a) Pour les années 1946, 1954, 1962, voir Solange Hémerly, et al., *Nationalité, Collections de INSEE, Série D, no. 83* (Paris : INSEE, 1981), p. 63. Pour les autres années, voir les statistiques du Ministère de l'Intérieur. Voir aussi, OCDE, *les rapports du SOPEMI* (Paris : OCDE).

(b) Les statistiques d'emploi pour les années 1946, 1954, 1962 sont calculées à partir des données du recensement. Voir encore, Solange Hémerly, *Nationalité*, p. 63. Les statistiques pour les autres années ont été estimées à partir des séries d'effectifs salariés étrangers du Ministère du Travail.

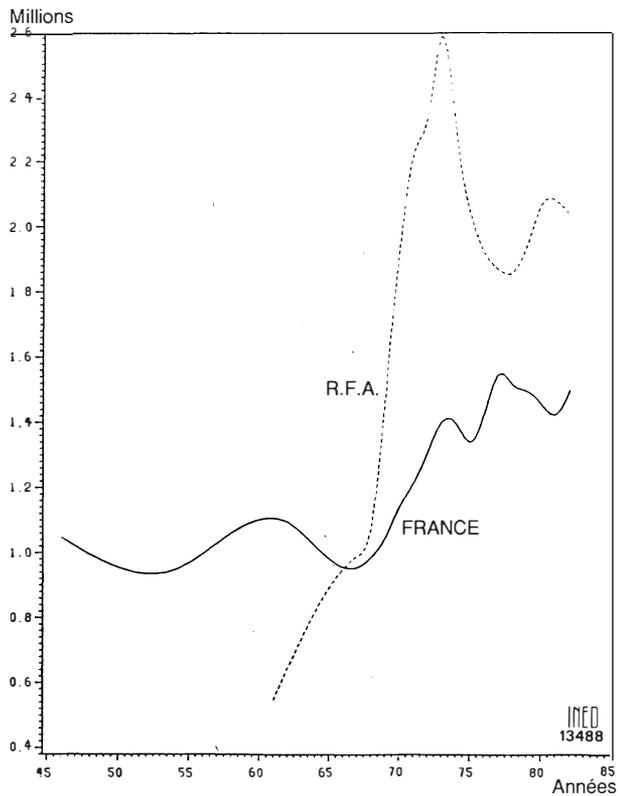
* Chiffres en milliers.

(3) CASTLES, STEPHEN et GODULA, «Immigrant Workers and Class Structure in Western Europe», Londres, Oxford University Press, 1973. Voir aussi TAPINOS, Georges, «L'économie des migrations internationales», Paris, FNSP, 1974, Chapitre V.

(4) PIORE, Michael, «Dualism in the Labor Market : A Response to Unvertainty and Flux : The Case of France», *Revue Economique*, janvier 1978.



Sources : Voir tableaux 1 et 2.
Graphique 1. — Evolution de la population étrangère en France et en Allemagne.



Sources : Voir tableaux 1 et 2.
Graphique 2. — Evolution des effectifs salariés en France et en Allemagne.

L'hypothèse dualiste suppose qu'il existe certaines structures fondamentales dans toutes les économies industrielles qui rendent nécessaire le recours à une main-d'œuvre supplémentaire et marginale. Peu importe si cette main-d'œuvre est constituée d'immigrés, de femmes, ou d'autres groupes «marginalisés». Plusieurs pays européens ont commencé à recruter de la main-d'œuvre étrangère à partir des années 1950, surtout la France et la Suisse. L'Allemagne n'a commencé qu'au début des années 1960 (voir les graphiques 1 et 2). Ces pays ont continué à recruter jusqu'à la fin des années 1960 (dans le cas de la Suisse, les autorités ont essayé de freiner l'immigration à partir de 1965). L'immigration a été arrêtée dans tous ces pays après le choc pétrolier de 1973. L'arrêt de l'immigration a été lié à des pressions politiques aussi bien qu'à des changements économiques.

De prime abord, il semble qu'on pourrait retenir l'hypothèse dualiste. Pourtant, quand on regarde les courbes du graphique 1 (voir aussi les tableaux 1, 2 et 3), on voit que les

Tableau 2
IMMIGRATION ET EMPLOI DE LA MAIN-D'ŒUVRE ÉTRANGÈRE
EN ALLEMAGNE, 1951-1980*

Année	Population étrangère (a)	% de la population totale	Effectifs des salariés étrangers (b)	% de la main-d'œuvre totale	Taux d'emploi des étrangers (%)
1951	486,0	1,0	—	—	—
1955	485,0	0,9	—	—	—
1961	686,2	1,2	548,9	2,7	80
1967	1 806,7	3,0	991,3	4,6	55
1968	1 924,2	3,2	1 089,9	5,2	57
1969	2 381,1	3,9	1 501,4	7,2	63
1970	2 976,5	4,9	1 948,9	9,1	65
1971	3 438,7	5,6	2 240,8	10,3	65
1972	3 526,6	5,7	2 352,4	10,8	67
1973	3 966,2	6,4	2 595,0	11,6	65
1974	4 127,4	6,7	2 286,6	10,9	55
1975	4 089,6	6,6	2 038,8	10,1	50
1976	3 948,3	6,4	1 920,9	9,5	49
1977	3 948,3	6,4	1 869,5	9,3	47
1978	3 981,1	6,5	1 864,1	9,1	47
1979	4 143,8	6,8	1 947,5	9,3	47
1980	4 453,3	7,5	2 071,7	9,9	47

* SOURCES : (1) Statistisches Bundesamt, Fachserie 1, Bevölkerung und Erwerbstätigkeit, Reihe 1.4 : Ausländer 1979; (2) Bundesanstalt für Arbeit, Repräsentativuntersuchung 1972, S. 7; (3) Statistisches Jahrbuch der Bundesrepublik Deutschland, verschiedene Jahre; (4) ANBA, Arbeitsstatistik 1979; ANBA, Heft 10/1980, S. 1430 sowie Angaben der Bundesanstalt für Arbeit.
* Chiffres en milliers.

Tableau 3
IMMIGRATION ET EMPLOI DE LA MAIN-D'ŒUVRE ÉTRANGÈRE EN SUISSE,
1959,1980*

Année	Population étrangère (a)	% de la population totale	Effectifs des salariés étrangers	% de la main-d'œuvre totale	Taux d'emploi des étrangers (%)
1959	530	—	290	—	67
1960	495	9,0	337	—	68
1961	598	—	414	—	69
1962	687	—	476	—	69
1963	756	—	523	—	69
1964	793	—	545	—	69
1965	810	14,0	541	—	67
1966	845	—	549	—	65
1967	891	—	565	—	63
1968	933	—	586	—	63
1969	972	—	603	—	62
1970	983	15,6	593	—	60
1971	999	—	587	18,5	59
1972	1 032	—	596	18,7	58
1973	1 053	—	596	18,6	57
1974	1 065	—	594	18,6	56
1975	1 013	15,5	553	18,3	55
1976	959	—	516	17,7	54
1977	933	—	493	16,9	53
1978	898	—	489	16,6	54
1979	884	—	491	16,6	56
1980	893	14,1	501	16,6	56

(a) Sont exclus, les frontaliers, les travailleurs saisonniers, les diplomates et les membres de leur famille, et autre personnel des organisations internationales.
* SOURCES : OCDE, *SOPEMI, Rapport Annuel de la Suisse* (Paris : OCDE, 1981), Tableau 2,7.
* Chiffres en milliers.

niveaux de la population étrangère et des effectifs salariés étrangers dans ces pays sont restés assez élevés du point de vue historique, malgré l'arrêt. Comment peut-on expliquer l'évolution de ces phénomènes ? Une explication purement économique ne suffira pas, puisqu'il y a une intervention politique. Pourtant, il apparaît que cette intervention n'a pas été très efficace — la population étrangère et l'immigration ont continué à s'accroître, et les employeurs ont continué à recourir à la main-d'œuvre étrangère.

MODÉLISATION DE L'INTERACTION ENTRE POLITIQUE ET MARCHÉ

Il y a plusieurs approches possibles du problème de l'immigration. Il faut toujours tenir compte du fait que l'immigration est un phénomène très compliqué, qui a des dimensions sociales, politiques et économiques. En plus, elle a des conséquences internationales aussi bien que nationales. Il est pratiquement impossible de saisir toutes ces dimensions dans une seule approche. Le but de cette analyse est d'expliquer l'impact des changements de la politique migratoire sur le fonctionnement du marché du travail national.

Nous avons déjà résumé quelques propositions concernant le rôle de l'immigration dans la croissance économique. Une autre approche économique est celle qui utilise la fonction de production. Cette approche a été employée par Jean-Louis Reiffers dans son étude sur la contribution de la main-d'œuvre étrangère à la production industrielle en Allemagne Fédérale. Reiffers a trouvé que les travailleurs étrangers contribuent moins à la production à court terme que les travailleurs nationaux. Cette différence de productivité est attribuée surtout aux différences de qualification entre les deux facteurs. A long terme, les étrangers vont contribuer autant à la production que les travailleurs nationaux. Selon Reiffers, la raison pour laquelle la main-d'œuvre étrangère est recherchée par certains employeurs est la nécessité de faire face aux inélasticités de l'offre du travail national. Cette conclusion rejoint celle de Kindleberger.

Cette approche purement microéconomique pose plusieurs problèmes. D'abord, il est très difficile de mesurer la productivité marginale des travailleurs immigrés, parce que nous n'avons pas assez de renseignements sur les salaires des étrangers. Mis à part le problème des données, des problèmes théoriques se posent. Il faut pouvoir dépasser l'analyse microéconomique pour se tourner vers le problème politique. Il faut aussi étudier la période depuis 1973 (l'étude de Reiffers a été faite en 1970, bien avant la crise et l'arrêt de l'immigration). Du point de vue politique, l'immigration n'a pas été si controversée pendant les périodes d'expansion économique. Mais, depuis 1973, les politiques et les groupes de pression sont préoccupés par le problème de l'immigration. Après la crise, l'Etat intervient de plus en plus sur le marché du travail, afin de réduire le chômage. Alors, comment peut-on comprendre les effets de ces changements politiques sur le marché ?

Les théories du dualisme du marché du travail nous suggèrent que le choix des facteurs de production par des entreprises est très dépendant de la réglementation politique. Cet argument semble bien s'appliquer à des pays européens où les marchés du travail sont hautement réglementés. En fait, c'est la réglementation, selon Michael Piore, qui a créé le marché dualiste. La main-d'œuvre nationale est devenue trop chère à cause de la réglementation. Les employeurs ont donc intérêt à chercher une main-d'œuvre bon marché (5). Jusqu'aux années 1970, les gouvernements étaient plutôt favorables à l'effort de recrutement de travailleurs immigrés. Que s'est-il passé avec l'injection dans le marché de cette main-d'œuvre supplémentaire ?

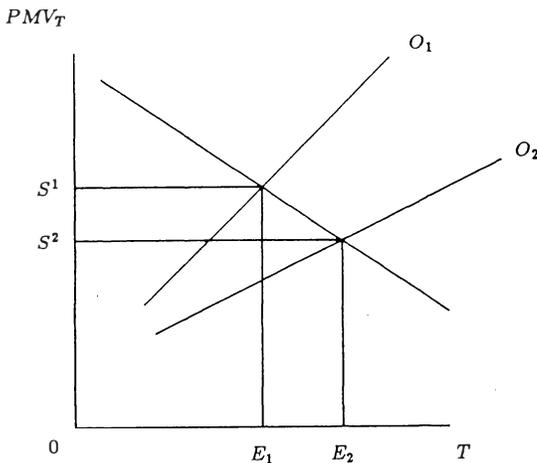
La théorie nous dit que, *ceteris paribus*, le prix du travail va baisser et l'emploi du facteur travail va augmenter (voir le modèle 1). Les coûts de production vont baisser aussi, et la production va augmenter, si les prix ne changent pas. Dans ce cas de figure, l'intervention politique, qui a facilité le recrutement de la main-d'œuvre étrangère, semble

(5) PIORE, op. cit.

avoir bénéficié à tout le monde. Les employeurs ont pu réduire les coûts de production, augmenter leurs bénéfices, et augmenter la production totale. En principe, les travailleurs nationaux en ont bénéficié, parce que le coût de la vie a été réduit (à cause de la réduction des coûts de production) et parce que l'entrée dans le marché du travail des étrangers (qui sont moins qualifiés et qui vont exécuter des travaux pénibles) a créé une plus grande mobilité sociale chez les nationaux (6).

Ce scénario est trop simpliste pour au moins deux raisons. Il suppose d'une part, que le facteur travail est homogène et, d'autre part, qu'il y a une flexibilité au niveau des salaires. Nous savons déjà que ces deux hypothèses peuvent difficilement être retenues. D'abord, il y a des différences de qualification énormes entre main-d'œuvre étrangère et nationale — les deux facteurs ne sont pas parfaitement substituables. Deuxièmement, les syndicats ouvriers ne sont pas disposés à accepter la réduction de salaires impliquée par ce modèle. Ce sont deux problèmes politiques (qui ont des conséquences importantes pour de grands secteurs de la société) dont ce modèle ne peut pas tenir compte. Nous savons déjà que la politique est un des facteurs les plus importants dans le fonctionnement du marché du travail. La situation devient encore plus compliquée après l'arrêt de l'immigration. Quel a été l'effet de ce changement politique ? Est-il possible pour l'Etat d'utiliser l'immigration pour restructurer le marché du travail ?

D'après les arguments de Kindleberger et Piore, ce que les gouvernements ont voulu faire avant l'arrêt apparaît assez clairement : importer la main-d'œuvre pour empêcher les pénuries et l'augmentation des salaires. Si cette politique a créé un marché du travail dualiste, est-il possible de la renverser et d'exporter la main-d'œuvre afin de réduire l'importance du marché secondaire ? C'est-à-dire, de forcer les étrangers à jouer le rôle d'une armée de réserve industrielle ?



Modèle 1
Marché du travail avec une baisse du
taux de salaires, précipitée par l'entrée
au marché de la main-d'œuvre
étrangère.

(6) Sur ce point, voir CHISWICK, BARRY R., «Guidelines for the Reform of Immigration Policy», Contemporary Economic Problems, Washington, American Enterprise Institute, 1981.

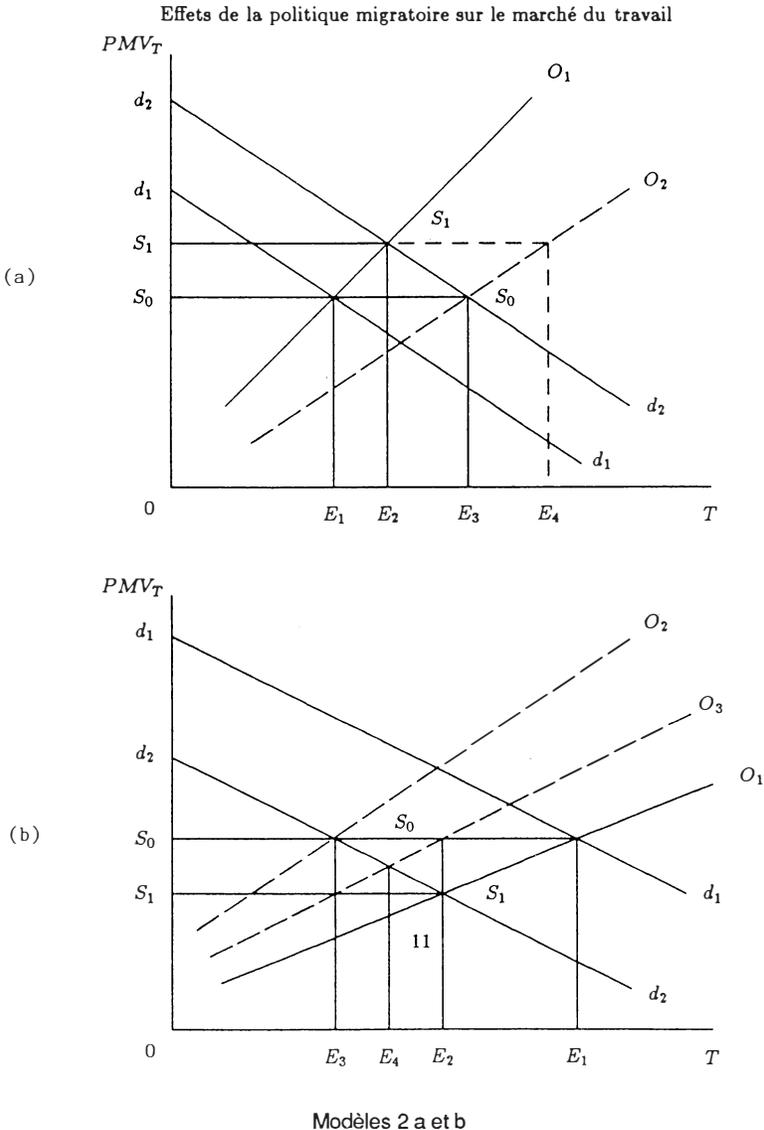
Tableau 4
SITUATIONS POSSIBLES DU MARCHÉ

		Demande	
		Elastique	Inélastique
Offre	Elastique	A	B
	Inélastique	C	D

Pour répondre à ces questions, il faut essayer de mieux comprendre les choix auxquels sont confrontés les gouvernements. Il n'existe que quatre possibilités (voir le tableau 4). Les gouvernements (et les employeurs) voudraient voir l'économie évoluer vers la situation représentée par la cellule «a» dans le tableau 4. C'est la situation la plus favorable, selon Kindleberger, parce que la croissance économique ne risque pas d'être interrompue à cause d'une offre du travail insuffisante. Pourtant, pendant les années 1950 à 1960, beaucoup de gouvernements européens se sont trouvés dans la situation «b». La solution a été d'importer de la main-d'œuvre. Après la crise de 1973, la situation a évolué encore vers celle représentée par la cellule «c». La demande de travail a été inélastique et l'offre est restée très élevée. Suivant la logique de la politique précédente, les gouvernements ont voulu résoudre ce problème par l'exportation de la main-d'œuvre. Cela fut nécessaire, parce qu'il n'était pas possible de stimuler la demande par des méthodes keynésiennes traditionnelles (à cause de la peur de l'inflation). On souhaitait donc réduire l'offre de travail afin de se retrouver dans la situation «d» — situation d'ailleurs déplorable, parce que tout le monde serait alors perdant. Mais on pensait que cette situation était préférable à une aggravation continue du chômage.

Les modèles 2a et 2b nous donnent une meilleure représentation de l'interaction entre la politique migratoire et le marché du travail. Le but des gouvernements est de manipuler l'offre de travail, selon les changements de demande, c'est-à-dire la conjoncture. Nous savons qu'il existe bien des facteurs qui peuvent empêcher le marché d'atteindre l'équilibre. A part le facteur du capital humain (facteur surtout démographique), il y a les problèmes d'information (est-ce qu'un travailleur a assez de renseignements sur les

possibilités d'emploi pour prendre une décision rationnelle ?), le taux de syndicalisation qui peut maintenir les salaires à un niveau supérieur à celui dicté par le marché, etc. L'immigration n'est donc qu'un facteur qui joue un rôle dans le marché du travail, parmi d'autres. Pourtant, il a semblé être le facteur le plus facile à manipuler du point de vue politique. Avant 1973-1974, la demande du travail a augmenté, de d_1 à d_2 (voir le modèle 2a). Cette augmentation a créé une pénurie de main-d'œuvre égale à e_1-e_3 à un taux de



salaires s_0 . Le but des gouvernements a été de recruter suffisamment de main-d'œuvre pour éviter une augmentation de salaire de s_0 à s_1 . Mais, à long terme, le taux de salaire a augmenté en même temps que l'offre de travail devenait plus élastique. Cela aurait créé un excès d'offres d'emplois égal à $e_3 - e_4$. Lorsque les économies européennes ont cessé de s'accroître après la crise de 1973, la demande s'est réduite de d_1 à d_2 (voir le modèle 2b). Cela a créé une situation extrêmement difficile. Les gouvernements ont été confrontés à un choix : ou bien laisser les salaires baisser de s_0 à s_1 , ce qui aurait réduit l'excès des offres d'emploi (de e_1 à e_2), ou bien maintenir le taux de salaire à s_0 et réduire l'offre du travail de o_1 à o_2 . Théoriquement, on pourrait éliminer le problème du chômage (égal à $e_1 - e_3$) en exportant la main-d'œuvre, ou en trouvant d'autres moyens pour forcer les individus à quitter le marché du travail. Le premier cas de figure (faire baisser le niveau des salaires) aurait été très difficile du point de vue politique, étant donné le pouvoir des syndicats ouvriers. Il aurait été également difficile de licencier les travailleurs nationaux, puisque le marché du travail est réglementé de façon à empêcher les licenciements. Enfin, la solution la moins pénible a été d'arrêter l'immigration, d'empêcher le recours à la main-d'œuvre étrangère, et d'expulser les étrangers.

Nous savons que cette politique n'a pas été très efficace (il suffit de regarder les taux d'immigration et d'emploi de main-d'œuvre étrangère dans les tableaux 1-3, ci-dessus — les taux sont restés à des niveaux historiquement élevés). En réalité, ce qui s'est passé, c'est que les salaires ont atteint un taux historiquement élevé (s_0); l'offre d'emploi a baissé (de o_1 à o_3); et les gouvernements ont dû faire face au chômage (égal à $e_3 - e_2$ dans ce cas). Comment peut-on expliquer l'échec de cette politique d'emploi ? Pourquoi les étrangers ont-ils refusé de se comporter comme une armée de réserve industrielle (suivant l'hypothèse marxiste), ou comme des «amortisseurs» de l'économie industrielle (suivant l'hypothèse dualiste) ?

Pour répondre à ces questions, il faudrait chercher plus loin dans les explications politiques, sociologiques, et même économiques. Une réponse possible est que la main-d'œuvre étrangère est devenue un composant structurel de l'offre de travail, malgré l'opposition de l'opinion publique (xénophobe), et des syndicats ouvriers. Dans ce cas de figure, les employeurs ne pouvaient pas cesser de continuer à embaucher les étrangers. Une autre explication serait l'attraction des économies avancées pour les gens du Tiers-Monde (c'est la logique du «push-pull»). Dans ce cas de figure, les pressions économiques dans les pays de départ ont été si fortes que les travailleurs (et les membres de leur famille) ont continué à venir, même après la crise et la détérioration du marché du travail dans les pays récepteurs.

Il y a peut-être une part de vérité dans les deux explications. Pour les gouvernements des pays récepteurs, il est extrêmement difficile d'interrompre la «chaîne migratoire», non seulement parce que leurs économies sont très attractives, ou parce que certains employeurs sont très malins et savent comment faire pour avoir recours à la main-d'œuvre étrangère, mais aussi parce que les travailleurs immigrés eux-mêmes ont décidé de rester. Cette décision de la part des travailleurs a entraîné une autre migration des membres de familles (conjointes et enfants). Le nombre de personnes dans les autres catégories d'immigration, comme les saisonniers, les frontaliers, les réfugiés, et les clandestins, a

aussi augmenté (7). Ainsi, du point de vue des taux d'immigration et d'emploi de main-d'œuvre étrangère, la nouvelle politique migratoire a eu des effets pervers. Au lieu de diminuer l'immigration et le recours à la main-d'œuvre étrangère, la politique de suspension les ont fait augmenter (à court terme).

CONCLUSIONS

Les décisions d'arrêter l'immigration et d'encourager le rapatriement des étrangers ont été motivées par des considérations politiques. Il n'y a rien qui indique que le raisonnement de Kindleberger soit faux. Il est toujours utile pour une économie industrielle d'avoir un surplus de main-d'œuvre, ainsi que du capital humain. Cependant, pour des raisons politiques, les gouvernements de certains pays de l'Europe Occidentale ont décidé qu'il n'était pas acceptable d'avoir un taux de chômage élevé chez les travailleurs nationaux, et en même temps de continuer à laisser entrer les étrangers. Le chômage chez les étrangers n'a pas été plus élevé que chez les travailleurs nationaux. Il est donc difficile de justifier l'arrêt de l'immigration sur le seul plan économique. Les autorités sont convaincues qu'il y a un nombre d'emplois limité, et qu'il faut les conserver pour les travailleurs nationaux. Mais il n'y a aucune preuve que les postes quittés par les étrangers soient pris par les travailleurs nationaux.

En conclusion, on pourrait se poser la question suivante et essayer d'y apporter une réponse : qu'est-ce qui empêche les gouvernements d'utiliser la main-d'œuvre étrangère pour résoudre les problèmes d'emploi ? Après tout, les étrangers n'ont presque pas de pouvoir politique. D'abord, il faut se rappeler que les étrangers ont contribué énormément à la croissance économique de certains pays européens pendant les années 1950 et 1960, bien que l'immigration ne soit pas acceptée par la majorité de la population indigène (si l'on s'en rapporte aux sondages de l'opinion publique). Ce n'est qu'à la fin des années 1960 que les gouvernements sont devenus plus sensibles aux pressions xénophobes. Comme on l'a déjà vu, la politique de suspension n'a pas été très efficace car l'immigration, jusque là considérée comme temporaire, est devenue permanente. L'assimilation de la population étrangère a entraîné d'autres sortes d'immigration et elle a créé de nouvelles tensions entre étrangers et indigènes. Il faut dire aussi que les étrangers ont continué à trouver des emplois, surtout dans les secteurs tertiaires. Certains employeurs ont donc contribué à l'échec de la nouvelle politique.

Dans les sociétés ouvertes et démocratiques, comme celles de l'Europe Occidentale, il est impossible de résoudre les problèmes de chômage par l'arrêt de l'immigration et l'expulsion des étrangers. Les immigrés, aussi bien que leurs employeurs, ont trouvé des moyens pour détourner cette politique. Les immigrés peuvent faire appel aux traditions d'économie politique libérale, au droit constitutionnel, et à l'humanisme des pays

(7) REYNERI, E., «La catena migratoria», Bologna, Societa editrice il mulino, 1979; BOHNING, W.R. et MAILLAT, Denis, «Les conséquences économiques de l'emploi de travailleurs étrangers, concernant en particulier les marchés du travail de l'Europe Occidentale», Paris, OCDE, 1974; et HOLLIFIELD, James F., «Immigration Policy in France and Germany : Outputs versus Outcomes», *The Annals*, mai 1986.

récepteurs pour éviter l'expulsion. Les employeurs ont recours aux *pressions* pour obtenir les exceptions, et ils ont toujours recours au marché du travail au noir.

Certains Etats seront peut-être mieux placés pour arrêter l'immigration : l'Allemagne en raison de la structure de son économie (la plupart des immigrés sont concentrés dans les grandes industries manufacturières) (8); la France en raison de la centralisation administrative et de la tradition étatiste qui doivent permettre aux autorités de mieux contrôler les flux (9); et la Suisse en raison de sa géographie et du contrôle exercé sur ses frontières. Néanmoins, aucun de ces Etats n'a pu utiliser la main-d'œuvre étrangère pour résoudre le problème du chômage. Contrairement à ce que les théories marxiste et dualiste nous disent, les immigrés n'ont fonctionné ni comme une armée de réserve industrielle, ni comme les «amortisseurs» des économies industrielles.

(8) SCHAFFRE, W. et von VOSS, R., «Vom Gastarbeiter zum Mitarbeiter», Koln, informedia verlags-gmbh, 1982.

(9) SHONFIELD, Andrew, «Modern Capitalism», Londres, Oxord University Press, 1965.